LE MONDE
SWISSAID

N° 4 / Août 2015

JAB 1004 Lausanne
www.swissaid.ch

L'égalité, une chance pour les femmes comme pour les hommes

Chère lectrice, cher lecteur,

Au cours des dernières décennies, l'égalité entre les sexes a beaucoup progressé. Mais dans les pays en développement, les hommes et femmes sont encore loin d'être égaux en droits ; et la proportion de femmes ayant accès à des postes à responsabilités demeure faible.

Soutenir les femmes de manière ciblée, les aider à prendre confiance en elles, à gagner leur vie et à faire valoir leurs droits : ces préoccupations sont au cœur du travail de SWISSAID. Les femmes les plus défavorisées n'ont le plus souvent guère fréquenté l'école, ni eu accès à une formation, et ne connaissent pas leurs droits.

Dans les zones rurales au sud du Tchad, seulement dix pourcents des femmes savent lire, écrire et calculer, ce que parviennent à faire plus de la moitié des hommes. Dans un tel contexte, les cours d'alphabétisation que nous proposons aux femmes rencontrent un franc succès ! Dernièrement, le responsable du bureau de SWISSAID au Tchad a souhaité rencontrer les membres d'un groupe de femmes, mais n'a trouvé personne à la maison : elles étaient toutes en train de réviser leur alphabet.

Les cours de SWISSAID permettent non seulement aux femmes d'acquérir de précieuses connaissances de base ; mais ils renforcent aussi leur confiance en elles-mêmes, et leur donnent les moyens de prendre leur destin en main.

SWISSAID intervient aussi pour que les femmes connaissent et apprennent à défendre leurs droits. En Inde, mais aussi en Colombie et en Equateur, la violence domestique constitue un problème majeur contre lequel nous luttons en menant des campagnes choc ; et en collaborant avec les femmes et les hommes de manière très concrète, pour trouver des solutions. Dans ce contexte également, la manière de faire est déterminante. Vous en saurez plus en lisant notre article à la page 4.

Grâce à votre aide, nous pouvons prêter assistance aux femmes et aux enfants, et montrer aux hommes à quel point la vie sans violence domestique peut être belle et enrichissante. Mais il reste encore beaucoup à faire. Je vous remercie de tout cœur pour votre soutien.

Caroline Morel, directrice de SWISSAID

Des ateliers contre la violence domestique en Inde
Les hommes changent de comportement pour le bien-être de toute la famille 4

Stop au machisme
En Colombie, les hommes découvrent une nouvelle manière de vivre leur masculinité 6

Nouvelle méthode de riziculture
En Tanzanie, les paysannes continuent à se former 8

Le miel est à la mode en Guinée-Bissau
Les apicultrices augmentent leurs revenus grâce à la vente de miel 9

Un défenseur des droits humains arrêté au Tchad
Emprisonné pour avoir défendu les paysans chassés de leurs terres 10

Initiative pour des multinationales responsables
66 organisations suisses dont SWISSAID lancent une initiative populaire 11

«L'agroécologie peut nourrir le monde!»
Interview croisée de Miguel Altieri, référence en matière d'agroécologie, et de Jordan Gama de Tanzanie 12

A la rencontre d'une fidèle donatrice
Andrée Epstein soutient les activités de SWISSAID depuis 1968 15

Place du marché
Des taille-crayons pour la rentrée scolaire 16

Couverture:
Madhuri Raju Kasab vit avec ses deux enfants (sur la photo Nandini) à Dongai Pimpla, un village proche de la ville de Beed, dans le Maharashtra en Inde. Son mari l'a quittée pour avoir donné naissance à deux filles. Madhuri a fait une demande, avec le soutien d'une organisation partenaire de SWISSAID, pour obtenir une pension alimentaire. La procédure est en cours. Elle habite aujourd'hui chez ses parents avec ses deux filles, ce qui est tout sauf simple. En effet, selon les conventions sociales, ses jeunes soeurs ne peuvent pas se marier puisquel leur soeur aînée ne l'est pas.

Photo: Michael Würtenberg

SWISSAID

imprimé en suisse

ZEWO CERTIFIÉ CERTIFICATO

Impressum

Edité par SWISSAID,
Fondation suisse pour la coopération au développement
Bureau de Berne : Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, centrale téléphonique 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73, fax 031 351 27 83, courriel : postmaster@swissaid.ch
Antenne romande : rue de Genève 52, 1004 Lausanne, téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel : postmaster@swissaid.ch **Rédaction :** Pia Wildberger, Zora Schaad, Catherine Morand, Amandine Etter, Sébastien Dutruel **Rédaction photos :** Eliane Baumgartner **Traduction :** cb service Lausanne. **Graphisme, mise en pages et prépresse :** Brandl & Schärer AG, Olten. **Impression :** Stämpfli AG, Berne. Imprimé sur papier FSC.
Le Monde SWISSAID paraît au minimum quatre fois par an. Une fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre de taxe d'abonnement, afin de pouvoir bénéficier du tarif postal réduit pour les journaux.
Compte postal : CP 30-303-5
IBAN: CH20 0900 0000 3000 0303 5
BIC/SWIFT: POFICHBEXXX

SWISSAID porte le label de qualité du ZEWO attribué aux institutions d'utilité publique. Il garantit une affectation désintéressée des dons, effectuée en connaissance de cause.

Le bonheur de voir s'ouvrir son pays, le Myanmar

Kamam Zau Hkam est plein d'espoir pour l'avenir. Son pays s'ouvre, et il est heureux de contribuer à améliorer les conditions de vie de ses compatriotes dans l'Etat de Kachin au Myanmar (Birmanie), dont il est le coordinateur des projets de SWISSAID.

Quand il parle des formidables changements à l'œuvre dans son pays, Zau Hkam, 33 ans, a les yeux qui brillent. « Oui, dit-il, ces quatre dernières années, bien des choses se sont améliorées au Myanmar ». Depuis 2011, ce pays d'Asie du Sud-Est, qui vécut longtemps refermé sur lui-même, sous la férule d'une junte militaire, a introduit des réformes politiques et sociales qui devraient aboutir, cet automne, à la tenue d'élections libres. Et avec l'ouverture, les libertés individuelles se sont considérablement améliorées.

Zau Hkam est coordinateur de plusieurs projets de SWISSAID dans l'Etat Kachin, la région la plus septentrionale du Myanmar. Dans cette région, le conflit entre le gouvernement central et la minorité kachin n'est pas encore réglé. Mais Zau Hkam est optimiste : « Chez nous aussi, la situation s'arrange. » Il le perçoit dans son travail quotidien, au contact des habitants des villages dans lesquels les organisations partenaires de SWISSAID mènent leurs projets de coopération au développement : « Beaucoup ont l'espoir d'une vie meilleure », soutient-il.

Des conseils, des formations… et beaucoup de patience

SWISSAID aide les habitants des environs de Myiktyina, la capitale kachin, à prendre leur destin en main. Pour Zau Hkam, il est clair que les villages doivent être mieux organisés pour pouvoir se développer : « Il est essentiel d'avoir une société civile forte », estime-t-il. Mais pour cela, il faut du temps, de la patience, des conseils et une bonne formation. Or celle-ci a justement été négligée au cours d'« années difficiles sur le plan politique ».

Zau Hkam a eu de la chance : il a pu faire des études de droit et d'ingénieur. Il a commencé à travailler pour SWISSAID en 2009, avant de devenir coordinateur en 2013, et de reprendre ainsi la responsabilité d'une partie des activités de SWISSAID dans l'Etat Kachin. Durant son temps libre, il lit beaucoup, voit des amis, va courir au bord de l'Irrawaddy, le large fleuve qui traverse Myiktyina, ou joue au ping-pong avec ses quatre frères.

> « J'aime prendre les choses en main et réaliser ce en quoi je crois. »

La théorie peut attendre

Zau Hkam nous confie qu'il aimerait un jour fonder une famille et qu'il a une amie. « Mais le mariage n'est pas encore à l'ordre du jour », sourit-il pudiquement. Il souhaiterait d'abord investir encore davantage dans sa formation. Passionné de politique, il rêverait d'étudier les sciences politiques à Myiktyina ; mais ce cursus n'existe pas encore.

Dans cette attente, Zau Hkam continue de se consacrer pleinement au travail pratique, aux problèmes quotidiens des gens et à la question de savoir comment améliorer leurs conditions de vie. « J'aime prendre les choses en main et réaliser ce en quoi je crois. Et tant que je pourrai le faire, déclare-t-il en riant, la théorie pourra bien attendre encore un peu. »

Lorenz Kummer

Photo : Lorenz Kummer, SWISSAID

Ankush et Songita Barde et leurs enfants forment désormais une famille heureuse. Les enfants n'ont plus peur de leur père.

En Inde, des ateliers contre la violence domestique

SWISSAID appuie en Inde des organisations qui permettent aux femmes et aux hommes de vivre mieux ensemble – et d'éloigner le spectre de la violence domestique dans ce pays particulièrement dangereux pour les femmes.

«Papa, quand rentres-tu manger? Tu me manques!» Le soir, quand il coupe de la canne à sucre dans la plantation, aucun autre appel sur son téléphone portable ne pourrait lui faire plus plaisir. C'est qu'Ankush Barde a dû faire beaucoup d'efforts pour gagner ce que d'autres pères considèrent comme une évidence: la confiance et l'amour de ses enfants et de sa femme.

Autrefois, raconte-t-il, il maltraitait sa femme et lui parlait avec violence, ce qui effrayait tellement ses enfants qu'ils se cachaient quand il rentrait à la maison. Ankush et Songita se sont mariés il y a 13 ans. A l'époque, Songita a tout juste 17 ans et Ankush, 22 ans, fréquente encore l'université. Il obtient un diplôme, mais ne trouve pas d'emploi fixe en raison de son appartenance à la communauté pardhie, caste inférieure au sein de la société indienne. Cela le rend furieux. Il craint en outre que des hommes des castes supérieures ne maltraitent sa femme si celle-ci est obligée de se faire embaucher comme travailleuse journalière.

Prisonnier des structures patriarcales

Dans les villages, on attend d'une femme mariée qu'elle ait des enfants et s'occupe de son époux. L'homme, quant à lui, doit assurer le revenu de la famille. «Lorsque je n'y suis pas arrivé, j'ai passé ma peur et ma colère sur ma femme», avoue Ankush.

Une nouvelle étape de sa vie commence lorsqu'il assiste à une réunion organisée par une organisation partenaire de SWISSAID dans un village à proximité de Beed, au centre de l'Inde. Il y trouve pour la première fois des hommes avec qui il peut échanger et des militantes qui montrent d'autres voies possibles. «J'ai appris à canaliser ma colère», indique-t-il. Aujourd'hui, Ankush est chef de groupe dans la plantation de canne à sucre et conseille d'autres hommes pardhis. Dans tout le village, il constate une meilleure entente entre hommes et femmes.

Le projet d'égalité de SWISSAID, aussi bénéfique pour les hommes que pour les femmes, est mené dans 140 villages de la région la plus pauvre de l'Etat du Maharashtra. Sur place, les organisations partenaires SPMM et MANAVLOK gèrent des centres d'accueil, dispensent des conseils juridiques, construisent des foyers pour femmes, accompagnent des groupes d'entraide et proposent des formations continues à des policiers et à des juges.

Photos: Michael Würtenberg, Ldd

Impliquer les hommes

Les projets de SWISSAID accordent tous une importance particulière aux femmes, en leur proposant des cours d'alphabétisation et des formations afin d'augmenter leur confiance en elles et d'améliorer leurs conditions de vie. Mais pour être plus efficace, il faut prendre en compte aussi bien les femmes que les hommes. C'est pourquoi les organisations partenaires de SWISSAID impliquent également les hommes et les jeunes dans les projets.

Se traiter avec respect

De jeunes couples sont conviés à des ateliers conjugaux qui développent le respect mutuel et permettent à leur amour de s'épanouir. Une prévention efficace contre la violence. « Présentez votre compagne en soulignant ses qualités. » Tel est l'énoncé du premier exercice d'un atelier intitulé « happiness ». Certains jeunes hommes cherchent leurs mots. Hormis les repas servis à l'heure, aucune autre qualité de leur femme ne leur vient à l'esprit. Plus tard, les couples discutent entre eux de ce qui leur a plu, ou pas, dans la présentation de l'autre. Ils apprennent par des jeux à se traiter mutuellement avec tendresse et respect. La contraception et la consommation d'alcool sont également abordées, de même que l'égalité. Pourquoi la femme devrait-elle effectuer tout le travail ménager ? Pourquoi l'homme devrait-il forcément être le propriétaire des terres les plus fertiles ?

L'exemple d'Ankush et Songita Barde montre que de tels ateliers fonctionnent et réussissent à endiguer la violence. Songita ne tarit pas d'éloges : « Aujourd'hui, je suis la femme la plus heureuse du village. » Elle peut critiquer son mari et n'est pas toujours obligée de préparer les repas, car il se sert tout seul. « Je suis si privilégiée que j'ose même dire non quand je suis fatiguée. »

Pia Wildberger

Plus d'infos et de photos sous :
www.swissaid.ch/fr/inde

VOTRE
AIDE
CONCRÈTE

100 francs

En **Inde**, cette somme permet, par exemple, de financer en partie un atelier « happiness » ou une formation continue pour des policiers et des juges sur le thème de la violence domestique.

SWISSAID – Aider avec courage.

« Le mariage ne doit pas être une voie à sens unique »

Manisha Gupte, une des principales figures féministes en Inde depuis les années 70, explique pourquoi la violence est si répandue dans son pays.

SWISSAID : L'Inde arrive en quatrième position des pays les plus dangereux pour les femmes, derrière l'Afghanistan, le Soudan et le Pakistan. Pourquoi ?

Manisha Gupte : Il s'agit d'une violence structurelle. Profondément ancrés depuis des siècles, les structures patriarcales, le système de castes, les structures familiales et les stéréotypes ont la vie dure. Niveaux d'éducation élevés ou jobs modernes n'y changent rien. Lorsque des femmes remettent en question ces structures, par exemple si elles veulent se lancer dans une carrière professionnelle, le mari ou la belle-famille répondent souvent par la violence. Dans la conception traditionnelle, la femme doit être heureuse à la maison et élever ses enfants.

La violence a-t-elle augmenté ces dernières années ?

Non, mais elle éclate plus souvent au grand jour. Les médias relatent surtout des cas de jeunes femmes qui exercent un métier intéressant et qui doivent pour cela se déplacer seules. Par exemple celui d'une jeune scénariste qui effectue des recherches seule et se fait violer. En revanche, on parle plus rarement de la violence domestique, pourtant très répandue.

Comment expliquez-vous les nombreux cas de violence domestique ?

Chacun devrait pouvoir décider librement qui il souhaite épouser, à quel moment et combien de temps la relation doit durer. Le mariage ne doit pas être une voie à sens unique. Mais en Inde, les gens sont mariés très jeunes alors qu'ils se connaissent à peine. Trois mariages sur quatre sont arrangés et 40% des épouses sont mineures, même si c'est interdit par la loi. Une jeune mariée sur neuf a même moins de 15 ans. Les filles subissent une forte pression pour se marier. Car au sein d'une couche sociale et d'une caste, il n'y a qu'un nombre limité de candidats adéquats. Les parents en proposent plusieurs et insistent ensuite pour que leurs filles se décident le plus tôt possible. Premier arrivé, premier servi !

Quel rôle joue la formation ?

Beaucoup de parents craignent pour leurs filles lorsque celles-ci doivent quitter le village pour suivre une école ou une formation complémentaire. En effet, les jeunes filles doivent se marier vierges. Mais c'est justement lorsqu'elles partent de leur village qu'elles apprennent beaucoup de choses, prennent confiance en elles et voient comment cela se passe ailleurs. Je mets beaucoup d'espoir dans la formation et l'emploi pour les filles.

La pauvreté conduit-elle à la violence ?

La violence domestique existe dans toutes les classes sociales. Mais la pauvreté est une forme de violence dont les hommes et les femmes souffrent tout autant. Et la violence est perpétrée sur ceux qui se trouvent sous la domination d'une personne. Car la violence est une question de pouvoir et de contrôle. L'homme bat donc la femme qui répercute cette violence sur les enfants.

Pourquoi si peu d'affaires sont-elles jugées ?

Les femmes qui osent aller en justice ont besoin d'un soutien de longue durée, car elles sont souvent chassées du domicile et n'ont ni ressources ni métier. Il est rare qu'elles puissent retourner chez leurs parents. Un mariage raté est une honte et une femme divorcée perd son statut social au village, ce qui lui complique considérablement la vie.

Que souhaitent les femmes ?

De nombreuses victimes de violences conjugales ne veulent pas aller au tribunal. Elles souhaitent un bon mariage et un bon père pour leurs enfants. Elles voudraient que leur mari s'excuse publiquement et reconnaisse ses méfaits, qu'il s'occupe de la famille, respecte et aime son épouse. Elles veulent que tout se finisse bien pour un mariage dont elles ont rêvé depuis leur plus tendre enfance. Mais pour cela, les hommes doivent changer. Car il faut deux roues pour faire du vélo.

Pia Wildberger

Manisha Gupte a fondé l'organisation MASUM qui mène, avec des hommes et des femmes, des projets de lutte contre le mariage d'enfants et la violence domestique. Elle est membre du comité de direction stratégique du bureau de SWISSAID en Inde.

L'engagement de Javier Omar Ruiz Arroyave (à gauche) et José Manuel Hernández change radicalement la vie de nombreuses familles.

Mari transformé, famille heureuse

Violence contre les femmes, alcoolisme, machisme : depuis 20 ans, un collectif s'emploie à partager avec des hommes de nouveaux modèles de masculinité et ainsi à protéger les femmes. Avec des résultats étonnants. Entretien avec les fondateurs.

Javier Omar Ruiz Arroyave et José Manuel Hernández, en Colombie, les hommes sont aux commandes. Femme, maison, argent : ils décident de tout. Pourquoi voudraient-ils changer la situation ?

José Manuel Hernández (JH) : Bonne question. Les hommes ont effectivement peur de perdre leur pouvoir. Mais d'un autre côté, cette forme traditionnelle de domination masculine génère un stress incroyable. Comme ils subissent constamment la pression de devoir affirmer leur statut par la dureté, la violence et l'alcool, ils ratent bien des occasions d'avoir de belles relations, que ce soit avec leurs amis, leur femme ou leurs enfants.

Javier Omar Ruiz Arroyave (JR) : Dans nos cours, nous montrons aux hommes qu'ils peuvent vivre leur masculinité différemment. Par exemple, en aidant leur femme à tenir la maison. Ou en disant à leurs enfants qu'ils les aiment.

Des hommes qui sont tendres et qui aident, ce serait formidable. Mais le machisme est profondément ancré. Comment fait-on pour générer un changement ?

JR : Nous ne voulons pas critiquer les hommes ni les changer. Eux-mêmes doivent vouloir faire évoluer les choses et ainsi gagner en qualité de vie. Nous nous contentons tout au plus de les faire réfléchir. Par exemple, en leur demandant : « Vos filles seront-elles heureuses si elles épousent des hommes comme vous ? » Cette question les touche, car beaucoup d'entre eux frappent et méprisent leur femme. Certains se mettent à pleurer, ce qui brise un tabou dans notre pays si machiste !

Vous suscitez donc une prise de conscience. Quelle est l'étape suivante ?

JH : Les groupes de 25 à 30 hommes continuent de se réunir. Ils sont guidés par des employés du collectif, qui doivent absolument être des hommes, surtout au début. Les participants ne sont pas estampillés comme des coupables, mais dévoilent ensemble leur comportement machiste. Les hommes modernes ne veulent pas être des machos ! Nous montrons d'autres formes de masculinité et parlons de sentiments. Et ce qui est très important : nous travaillons beaucoup avec le corps.

En quoi consiste ce « travail corporel » ?

JR : Nous effectuons des jeux de rôles. En outre, les hommes se peignent mutuellement le corps, se prennent dans les bras ou se massent. Au début, ils doivent faire un gros effort sur eux-mêmes. Mais au final, même les « durs » comme les policiers ou les soldats y parviennent. Les femmes racontent après que leurs maris sont devenus plus doux. Les hommes sont également plus satisfaits de leur vie de couple et de famille.

Comment faites-vous pour que l'effet des cours ne se dissipe pas immédiatement ?

JR : Les cours s'étalent sur plusieurs mois. Notre collectif collabore en permanence avec des organisations qui interviennent dans les villages. Ainsi, le sujet ne disparaît jamais complètement. *Zora Schaad*

Javier Omar Ruiz Arroyave, 63 ans, est pédagogue et vit avec sa femme et sa fille à Bogotá.
José Manuel Hernández, 47 ans, est psychopédagogue. Il a cinq enfants et deux petits-enfants et vit également dans la capitale.

VOTRE AIDE CONCRÈTE

120 francs

Cette somme permet de financer, en **Colombie**, dix ateliers au cours desquels des collaborateurs du collectif s'entretiennent avec 30 jeunes sur le machisme et les façons d'y remédier.

SWISSAID – Aider avec courage.

Photos : Zora Schaad, SWISSAID; Ldc

Des « hommes nouveaux »

On n'a pas l'habitude de voir les petits paysans de la côte caribéenne de Colombie, avec leurs visages burinés et leurs mains rêches, se masser le dos ou parler de leur premier amour. Membres du peuple autochtone des Zenú, ces hommes participent à un cours durant lequel ils parlent de leurs sentiments et questionnent leur comportement souvent machiste. Le théâtre et les jeux de rôles permettent de mettre en scène ce machisme et d'explorer de nouvelles formes de masculinité.

Attaques de paramilitaires ou de rebelles des FARC, taux d'homicides élevé, violences conjugales : sur la côte caribéenne, la vie n'est pas un long fleuve tranquille. Il n'est pas rare que les hommes battent leur femme et leurs enfants, se saoulent et délaissent leur famille. Mandaté par SWISSAID, le collectif « Asociación colectivo hombres y masculinidades » travaille avec les hommes afin de faire cesser la violence à l'encontre des femmes et d'améliorer les relations entre les deux sexes. Les employés s'entretiennent également avec des jeunes, des mères, des pères, des enseignants, des policiers et des fonctionnaires au sujet de la vie de couple, de la parentalité, de la sexualité et de la violence.

Dans cette région, SWISSAID s'engage depuis longtemps pour l'égalité entre les sexes et promeut les offres destinées aux femmes. La collaboration avec le collectif a commencé en 2010, quand il est apparu que la réussite passait obligatoirement par l'implication des hommes.

ZS

Se masser, se peindre le corps et s'exprimer pour tourner le dos au machisme.

« Laisse ton cœur te guider ! La violence détruit la vie conjugale ! »

Tel est le titre d'un campagne soutenue par SWISSAID en Equateur, qui vise à améliorer la bonne entente entre les hommes et les femmes, et à éradiquer la violence conjugale.

Dans la région de Cotopaxi, dans les Andes équatoriennes, la question de l'égalité entre hommes et femmes fut longtemps considérée comme tabou. Pourtant, dans cette communauté autochtone, la violence était largement répandue et les familles souffraient depuis toujours du machisme. Aucune des initiatives prises n'avait cependant réussi à sensibiliser la population et à faire changer les choses.

La situation a pourtant radicalement changé après la visite en Colombie, pays voisin de l'Equateur, d'une collaboratrice de SWISSAID. Celle-ci a entendu parler des succès de l'organisation partenaire « Colectivo de hombres y masculinidades » (voir ci-contre) et a invité ses représentants en Equateur. Et ce qui avait longtemps paru hors de portée est soudain devenu possible : susciter une prise de conscience afin d'induire un changement des comportements.

Faire d'abord un travail sur soi-même

Avec les dirigeants du MICC, l'organisation faîtière des peuples autochtones de la province de Cotopaxi, les représentants du « colectivo » colombien ont tenu les premiers ateliers dont l'objectif était de briser la spirale de la violence, en recourant à des exercices pratiques et à des jeux. « Nous avons compris que chaque homme et chaque femme devait d'abord faire un travail sur lui/elle-même afin de propager la paix et de lutter contre la violence domestique », se souvient Julio Cesar Pilalumbo qui, en tant que président du MICC, est le porte-parole de 33 associations. Les chefs ont vite été convaincus. Manifestement, le « colectivo » avait réussi à trouver les mots justes.

Depuis ces jours mémorables, le MICC a formé, avec l'aide de SWISSAID, de nombreux hommes et femmes qui abordent ces questions délicates en quechua, la langue locale, dans les villages et dans les écoles. Des responsables politiques régionaux et des notables ont parrainé une campagne diffusée sur la chaîne de télévision locale. Intitulée « Laisse ton cœur te guider – la violence détruit la vie conjugale », elle ambitionne de lutter contre la violence au sein de la famille.

Un territoire libre de violences

Les projets d'avenir ne manquent pas. Actuellement, on planche sur un ensemble de méthodes et d'instruments destinés à faciliter le travail des membres du MICC dans les villages. D'autres spots télévisés sont également prévus ainsi que la formation de personnes ressources supplémentaires. « Pour que nous puissions un jour appeler Cotopaxi ‹ Territorio libre de violencia › », conclut Norma Mayo du MICC.

Sabina Schmid,
chargée de programme Equateur

VOTRE
AIDE
CONCRÈTE

40 francs
Ce don permet, par exemple, de payer en **Equateur** le repas de midi de 10 membres du MICC pendant une formation consacrée au thème « Estime de soi chez les hommes ».
SWISSAID – Aider avec courage.

« Je dois acquérir de nouvelles connaissances. »

Avec l'appui de SWISSAID, des familles paysannes en Tanzanie testent de nouvelles méthodes pour améliorer les rendements des cultures et lutter avec courage contre la faim.

Le champ de Sharifa Saïd Chiute s'étend sur moins d'un hectare. Ce qui ne suffit pas pour nourrir trois personnes : d'octobre à décembre, dans l'attente de la nouvelle récolte, cette paysanne, son fils et sa mère ne mangent pas à leur faim. Dans le sud de la Tanzanie, cette quadragénaire divorcée cultive surtout du riz, mais aussi du maïs, un peu de légumes, des tomates, des oignons et des aubergines.

Désormais, cette femme courageuse veut en finir avec le cycle récurrent de la faim. C'est pourquoi elle a rejoint le groupe d'entraide Jikomboe (qui veut dire « sortir de la pauvreté » en swahili), appuyé par SWISSAID. Ses membres se retrouvent régulièrement dans un champ d'essai afin d'y tester de nouvelles méthodes de culture.

« L'agriculture a tellement changé ces derniers temps que je dois absolument acquérir de nouvelles connaissances », estime Sharifa Saïd Chiute. Sur le « champ école », elle apprend à améliorer le sol grâce au compost ou à combattre les nuisibles de façon biologique. Grâce à ces techniques, des familles de paysans des villages voisins ont déjà réussi à accroître nettement leurs récoltes ces dernières années ; et leur exemple fait école dans la région.

Tout comme Sharifa Saïd Chiute, la plupart des habitants de la région de Mtwara dans le sud de la Tanzanie vivent de l'agriculture. Avec leurs arrosoirs, leurs houes et leurs bêches, ils arrivent tout juste à cultiver de quoi couvrir leurs propres besoins. La région toute entière souffre par ailleurs des répercussions du VIH/sida, qui rend orphelins de nombreux enfants et a des conséquences sur la production agricole. Et comme si cela ne suffisait pas, les familles ont par ailleurs été confrontées ces dernières années à des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes, en raison du changement climatique.

Sharifa Saïd Chiute continue à se former, car elle croit en la nouvelle méthode de riziculture SRI.

Accroître la production de riz

Sharifa Saïd Chiute fonde de grands espoirs sur une nouvelle méthode de riziculture appelée SRI, pour « System of Rice Intensification ». Celle-ci a été mise au point à Madagascar, où elle a permis d'accroître sensiblement les récoltes. Dans le champ d'essai de Jikomboe, le succès n'a toutefois pas été au rendez-vous l'année dernière. « La récolte a été à peu près la même que d'habitude », indique la paysanne, qui se dit tout de même satisfaite. En effet, la méthode SRI a permis de réduire significativement les quantités de plants et d'eau nécessaires. En outre, les agriculteurs ont pu, grâce à SWISSAID, acheter auprès de l'Institut national de recherche agricole des semences améliorées qui dégagent des rendements élevés, et ce avec une période de maturation plus courte.

Si les rendements n'ont pas été aussi importants qu'annoncés, c'est que les membres du groupe ne sont pas parvenus à respecter dès le départ les cycles d'irrigation très stricts de la méthode SRI. « Le comité de gestion de l'eau est encore en cours de constitution », explique Sharifa Saïd Chiute. C'est aussi parce que les villages n'ont pas suffisamment entretenu les infrastructures d'irrigation, après que l'Etat leur en ait confié la gestion. Mais Sharifa Saïd Chiute garde bon espoir que les avantages de la nouvelle méthode se manifesteront dès que les cycles d'irrigation seront rigoureusement respectés.

Frank Haupt,
chargé de programme Tanzanie

Tanzanie

VOTRE AIDE CONCRÈTE

60 francs

Cette somme permet, par exemple, d'acheter 20 kilos de semences de riz améliorées en **Tanzanie**. Un don de 260 francs couvre les honoraires hebdomadaires du professeur SRI. Le carburant diesel qui lui permettra de se rendre régulièrement pendant 4 mois dans tous les villages impliqués dans le projet coûte 940 francs.

SWISSAID – Aider avec courage.

Photo : Frank Haupt, SWISSAID

Le miel est à la mode en Guinée-Bissau

Les apprentis apiculteurs sont directement formés dans la forêt.

Le développement de l'apiculture en Guinée-Bissau, en Afrique de l'Ouest, procure des revenus complémentaires bienvenus. SWISSAID soutient des cours d'apiculture, suivis aussi bien par des femmes que par des hommes.

La cire chaude diffuse ses arômes dans toute la clairière et une bonne odeur de miel titille les narines quand Francisco Dembe, un apiculteur, explique aux hommes et aux femmes qui l'entourent comment ils pourraient eux aussi construire une ruche à peu de frais : « Même un vieux tuyau peut faire l'affaire à condition qu'on en aménage l'intérieur afin que les abeilles se sentent bien », affirme-t-il. Dans un récipient métallique oblong placé à côté de lui, on voit bouillonner la cire pressée en rayons qui abritera la colonie.

Plusieurs des participants ont déjà suivi plusieurs cours et écoutent attentivement les explications de Francisco. Dans la forêt voisine où les taches roses des fleurs émergent du vert des feuilles, une ruche vide dans laquelle on aperçoit de rares rayons et quelques gouttes de miel attend d'être repeuplée : « Les abeilles sauvages viennent d'autant plus volontiers qu'une partie de leur travail est déjà fait », glisse Francisco. Une fois attirées dans la ruche, elles produisent d'autres rayons, jusqu'à ce que les 80 000 habitantes de la colonie trouvent toutes leur place.

Francisco Dembe est responsable d'Apirca, une association d'apiculture qui produit du miel dans la région de Bula, au nord de la capitale de la Guinée-Bissau. Elle compte 230 membres. Francisco, 56 ans, est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes en apiculture. Tout petit, il aidait déjà son père à compléter son maigre revenu en vendant le miel d'abeilles sauvages. A l'époque, ils se servaient de techniques archaïques qui entraînaient souvent la destruction de la ruche et de ses occupants. Le travail de chasseur de miel était également périlleux car les abeilles sauvages peuvent se montrer agressives. Mais les temps ont changé : « L'apiculteur moderne bichonne ses abeilles des années durant », confie Francisco.

Francisco est enseignant – son métier principal – à l'école secondaire locale mais cette activité ne lui suffit pas pour vivre. Il en va de même des femmes qui s'escriment dans les champs alentour avec leurs binettes et leurs bêches. Elles essaient de tirer le maximum de leurs terres mais à la fin de la journée, elles n'ont pas grand-chose à se mettre sous la dent. « Quand la récolte de noix de cajou est bonne, cela nous suffit tout juste pour vivre », raconte Ignacia Caetano. Cette veuve de 45 ans doit nourrir ses trois enfants et quelques autres. Le revenu supplémentaire que lui assure la vente de miel est bienvenu « afin d'acheter de la nourriture, des médicaments et des livres de classe ».

Ignacia a suivi les cours d'Apirca pendant trois ans afin de se lancer dans l'apiculture, une activité jusqu'alors plutôt réservée aux hommes. Elle a économisé pour acheter les cadres destinés à équiper deux ruches. Bien que sa première production de miel soit encore de la musique d'avenir, elle est sûre d'avoir fait le bon choix : « L'apiculture est bien moins exigeante que la culture maraîchère. » Elle est d'autant plus confiante que les prix du miel ont presque doublé ces dernières années et que la demande est stable, Apirca ayant réussi à améliorer sensiblement la qualité.

Les plus téméraires se glissent dans les rares combinaisons d'apiculteur mises à disposition par Apirca et louent des bottes en caoutchouc. Ainsi affublés, Ignacia, Francisco et deux autres passionnés disparaissent à nouveau dans la forêt pour suivre le cours pratique : « Si j'aime tant travailler avec les abeilles, c'est aussi parce que le processus de production est intéressant et que les insectes vivent aux portes de nos maisons », témoigne Ignacia Caetano.

Pia Wildberger

Guinée-Bissau

Photo : Mitja Rietbrock

VOTRE AIDE CONCRÈTE

40 francs

Avec ce don, vous financez par exemple la formation de deux apiculteurs ou apicultrices en **Guinée-Bissau**. Les cours de perfectionnement dispensés à 20 producteurs de miel expérimentés coûtent 100 francs.

SWISSAID – Aider avec courage.

Une diversité bien visible : chaque variété de blé est d'une couleur différente.

Lancement d'une pétition contre le brevetage du vivant

Les compagnies Monsanto, Syngenta et Dupont détiennent plus de 50% du marché mondial des semences. Elles déterminent ainsi largement ce qui est cultivé dans nos champs et ce que les consommateurs et consommatrices trouvent dans leur assiette. Désormais, la situation devrait encore s'aggraver : l'Office européen des brevets (OEB) a rendu une décision de principe au profit de Syngenta, Monsanto et quelques autres compagnies, qui aura pour conséquence l'attribution de toute une série de brevets sur des produits dérivés de méthodes de sélection traditionnelles.

Avec la coalition internationale « Pas de brevet sur les semences ! », SWISSAID, la Déclaration de Berne et ProSpecieRara ont donc lancé une pétition contre le brevetage de plantes et d'animaux. Les gouvernements européens doivent impérativement se consacrer à la défense des intérêts de la collectivité contre les lobbys des multinationales.

Les semences du monde ne doivent pas devenir la propriété de quelques entreprises privées, lesquelles, de par cette situation de quasi-monopole, peuvent déjà en partie – et pourront encore davantage à l'avenir, si rien n'est fait – décider de notre alimentation et du prix des denrées alimentaire.

Des brevets sur les tomates, les poivrons et les carottes

Des études révèlent que l'OEB prévoit de délivrer à Monsanto et à ses filiales 30 brevets sur des plantes issues de méthodes de sélection traditionnelles. Syngenta, quant à elle, peut espérer obtenir une douzaine de brevets. A elles seules, ces deux sociétés, qui pourraient bientôt fusionner, détiendront ainsi un tiers des nouveaux brevets octroyés. Seront concernés des légumes comme les tomates, les poivrons, les chou-fleurs, les carottes et la salade.

L'Allemagne et les Pays-Bas interdisent d'ores et déjà les brevets sur les plantes et les animaux sélectionnés de manière conventionnelle. Cette interdiction peut cependant être contournée au niveau européen par le biais d'un brevetage auprès de l'OEB. C'est pourquoi la coalition internationale « Pas de brevets sur les semences ! » exige que les pays signataires de la Convention sur le brevet européen renforce pour commencer les interdictions existant au niveau national. Les lois sur les brevets devront ensuite être modifiées afin d'exclure de la brevetabilité les procédés de sélection, les traits natifs, les séquences génétiques, les plantes, les animaux et les denrées alimentaires qui en sont issues. *FL*

Signez la pétition :
www.ladb.ch/campagnes-et-actions/pas-de-brevets-sur-le-vivant

La pétition de l'Alliance climatique recueille 107 765 signatures en Suisse

A la fin du mois de mai 2015, l'Alliance climatique, dont SWISSAID est membre, a remis sa pétition sur le climat au Conseil fédéral et au Parlement. Les 107 765 signataires exigent que la Suisse utilise exclusivement des énergies renouvelables pour son approvisionnement énergétique d'ici à 2050. Et qu'elle soutienne financièrement les pays en développement afin de leur permettre de s'adapter aux changements climatiques et de prendre des mesures pour la protection du climat. L'exigence de l'Alliance climatique – que la Suisse contribue de manière équitable à ce que l'augmentation globale de la température ne dépasse pas les 2 degrés – va bénéficier à la population, à la nature, et même à l'économie. *FL*

Deux ans de prison pour un défenseur des droits humains au Tchad

Au début du mois de juillet, le tribunal de Moundou dans le sud du Tchad a condamné le défenseur des droits humains Djeralar Miankeol à deux ans de prison et à une amende de 100 000 francs CFA (soit environ 160 francs suisses). Djeralar Miankeol a été inculpé pour « outrage à magistrat » après avoir dénoncé l'accaparement de terres et la détresse des populations qui en sont victimes.

Djeralar Miankeol est connu de la fondation SWISSAID pour laquelle il avait procédé à l'évaluation de projets au Tchad et fut membre actif de la CPPL, une organisation partenaire de SWISSAID. Il dirige actuellement l'association Ngoubourandi, qui lutte contre l'accaparement des terres, et dénonce les conséquences de l'exploitation pétrolière pour les paysans. La santé de Djeralar Miankeol s'est considérablement dégradée suite à une crise aigüe de paludisme et une fièvre typhoïde. Sur l'instruction du Procureur de la République, il a été ramené à la prison le 13 juillet, contre l'avis du médecin, après quelques jours passés à l'hôpital.

C'est que les conditions de vie des détenus dans les prisons tchadiennes sont très difficiles. Ce sont les familles des prisonniers qui doivent pourvoir à leurs besoins élémentaires. La famille de Ndjeralar Miankeol parcourt régulièrement la vingtaine de kilomètres séparant la ville de Moundou et la maison d'arrêt pour lui amener nourriture, vêtements et savon.

L'avocat de Djeralar Miankeol a fait appel. Mais les vices de procédure survenus lors du premier jugement ne sont guère encourageants. « Nous ne nous laissons pas intimider et continuons à nous battre pour que justice soit rendue », ont déclaré les représentants de la société civile après le verdict.

Amnesty International a lancé une « Action urgente » intitulée « Deux ans de prison pour avoir exprimé ses opinions », dans laquelle l'organisation demande d'envoyer lettres, courriels et fax aux autorités tchadiennes pour leur demander la libération de Djeralar Miankeol, considéré par Amnesty comme un prisonnier d'opinion, « arrêté et condamné uniquement pour avoir fait valoir sans violence son droit à la liberté d'expression ». *CMo*

Photo : GZPK

Business mondial ? Responsabilité globale !

Photo : KoVi

SWISSAID fait partie des organisations qui ont lancé au mois d'avril 2015 l'initiative pour des multinationales responsables. Elle demande que les entreprises suisses intègrent le respect des droits humains et des normes environnementales dans toutes leurs relations d'affaires à l'échelle mondiale.

Conditions de travail déplorables dans les usines textile en Asie ou en Europe de l'Est, travail des enfants dans la production de cacao en Afrique de l'Ouest, émissions mortelles de dioxyde de soufre dans une mine de cuivre en Zambie : ces scandales impliquent également des sociétés suisses, dont les activités s'étendent au monde entier. La Suisse figure à la 20ème place des puissances économiques à l'échelle mondiale. Mais occupe une très peu glorieuse 9ème place en matière de violations des droits humains commises par des entreprises dont le siège se trouve en Helvétie.

Même si de telles affaires ont régulièrement fait la une des médias ces dernières années, aucune mesure concrète n'a été prise. Le Conseil fédéral et le Parlement continuent de miser exclusivement sur des initiatives volontaires de la part de ces sociétés ; et ont rejeté une motion visant à renforcer la responsabilité des entreprises en mars 2015. C'est dans ce contexte qu'au mois d'avril 2015, une large coalition formée par 66 organisations, parmi lesquelles SWISSAID, a lancé une initiative populaire.

Traitement équitable des entreprises

L'initiative pour des multinationales responsables exige que toutes les entreprises dont le siège est établi en Suisse soient soumises à un devoir de diligence en matière de droits humains et d'environnement. Cet instrument est inspiré des « Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ». Une société est tenue d'évaluer au préalable ses activités au plan international, afin d'identifier les risques potentiels en matière de droits humains et d'environnement. Elle doit ensuite lutter efficacement contre les effets potentiellement néfastes de son activité. Enfin, elle doit rendre compte des analyses qui ont été effectuées et des mesures adoptées.

Agir correctement dès le début

Les multinationales suisses doivent aussi avoir à répondre devant les tribunaux des violations des droits humains ou des atteintes à l'environnement commises par les sociétés qu'elles contrôlent à l'étranger. Les entreprises sont toutefois traitées de manière équitable. Si une société peut prouver de façon crédible qu'elle a rempli son devoir de diligence avec tout le soin nécessaire et pris toutes les mesures adéquates, sa responsabilité ne sera pas engagée. L'initiative a par conséquent un effet préventif, en incitant les entreprises à agir correctement dès le début. Et elle se passe totalement de toute bureaucratie supplémentaire de l'Etat.

Lorenz Kummer

www.initiative-multinationales.ch

Signez pour plus d'équité

Contribuez à la réussite de l'initiative pour des multinationales responsables en obtenant le plus rapidement possible les 100 000 signatures nécessaires. C'est très simple : une feuille de signatures est joint à ce magazine. Indiquez vos nom, date de naissance et adresse (et ceux de deux autres personnes ayant le droit de vote dans votre commune politique), signez et postez le formulaire dans la boîte aux lettres la plus proche. Merci d'avance infiniment ! D'autres feuilles de signatures peuvent être téléchargés sur le site web de SWISSAID :

swissaid.ch/fr/responsabilite-entreprises

Initiative multinationales responsables

« L'agroécologie peut nourrir le monde ! »

L'agroécologie permet de répondre aux défis du futur en matière d'agriculture et d'alimentation, et peut nourrir le monde, estime Miguel Altieri, de passage en Suisse à l'invitation de SWISSAID, qui promeut ce type d'agriculture dans ses projets.

Miguel Altieri est une référence mondiale en matière d'agroécologie. D'origine chilienne, il enseigne à l'université de Berkeley en Californie depuis 35 ans, et sillonne le monde pour faire la promotion d'un type d'agriculture libérée des pesticides et des engrais chimiques, et qui produit d'excellents résultats. A l'invitation de SWISSAID, il a donné deux conférences à l'université de Berne et de Neuchâtel, devant un public nombreux, aux côtés de Jordan Gama, responsable du « Tanzania Organic Agriculture Movement » (TOAM), une organisation partenaire de SWISSAID en Tanzanie. Interview croisée.

SWISSAID : Selon ses détracteurs, l'agroécologie, à elle seule, ne permet pas de nourrir une population mondiale en constante augmentation.

Miguel Altieri : Le seul argument qui nous est opposé est en effet qu'une agriculture sans produits chimiques ne peut pas produire suffisamment. Mais c'est faux et nous disposons aujourd'hui de suffisamment d'exemples pour démontrer le contraire. Des cultures diversifiées permettent de diminuer les maladies des plantes et leurs attaques par des insectes nuisibles, ce qui n'est pas le cas des monocultures, beaucoup plus vulnérables, qui recourent massivement aux intrants chimiques.

Avez-vous des exemples concrets ?

Altieri : Ils sont nombreux en Amérique latine, où nous appuyons des paysans qui pratiquent désormais l'agroécologie avec succès. Un exemple emblématique est celui de la Milpa, où des paysans mexicains, en cultivant côte à côte des haricots rouges, qui servent d'engrais naturel en fixant l'azote dans le sol, du maïs, qui sert de tuteur naturel au haricot, de la courge, qui empêche l'érosion, et des piments, obtiennent de meilleurs rendements qu'auparavant, grâce à la complémentarité des variétés. En Amérique latine, très clairement, le temps de l'agroécologie est venu.

Jordan Gama : « Les autorités tanzaniennes sont l'objet d'intenses pressions de la part du lobby agrogénétique. »

Est-ce également le cas sur le continent africain ?

Jordan Gama : L'agroécologie se base sur les connaissances traditionnelles, ce qui est répandu en Afrique et n'est donc pas nouveau. Il s'agit pour nous de construire sur ce qui existe déjà, en l'adaptant au contexte. L'agriculture familiale sur le continent africain souffre d'un manque total d'appui, les paysans sont livrés à eux-mêmes depuis la libéralisation de ce secteur introduit à la fin des années 80. L'appui que nous appor-

Photos : Eliane Baumgartner, Rudolf Fischer, SWISSAID

Jordan Gama (à gauche), président du « Tanzania Organic Agriculture Movement » discute avec le Chilien Miguel Altieri, référence mondiale en matière d'agroécologie, sur une terrasse de la ville de Berne.

Plus de 300 personnes aux conférences

Salle comble à l'Université de Berne le 3 juin 2015, pour la conférence sur l'agroécologie co-organisée par SWISSAID et le CDE, le Centre for Development and Environment. La participation à la table-ronde de Regina Amman, représentante de Syngenta, a permis des échanges musclés avec Miguel Altieri et Jordan Gama. Le lendemain, ces derniers donnaient également une conférence à l'université de Neuchâtel, modérée par Alexandre Aebi, qui y enseigne l'agroécologie. Ses étudiants ont eu le plaisir de faire visiter leurs jardins en permaculture à Miguel Altieri, dont les écrits figurent à leur programme d'études.

Un des éléments clés de l'agroécologie est la diversité des cultures sur le même champ : cela permet aux différentes variétés de profiter des propriétés des unes des autres (ici dans un projet de SWISSAID en Equateur).

tons dans le cadre du TOAM, en introduisant la rotation des cultures, en enseignant les techniques pour faire du compost organique, avec l'appui de SWISSAID, donne également de très bons résultats.

Lors des conférences que vous avez données en Suisse à l'invitation de SWISSAID, vous avez insisté sur la dimension politique des choix en matière d'agriculture.

Altieri : Oui, de mauvais choix en matière de politique agricole détruisent la paysannerie, sur tous les continents. L'agroécologie est une nouvelle forme de résistance et incarne une véritable révolution face aux pratiques agricoles actuelles, aussi bien économique, politique que culturelle. Les mobilisations des paysans pour la souveraineté alimentaire, à travers le réseau Via Campesina, commencent à porter leurs fruits. C'est ainsi qu'au Brésil, grâce à la mobilisation du Mouvement des paysans sans terre, le gouvernement a débloqué quelque 3 milliards de francs pour soutenir l'agroécologie, une grande première !

Gama : Les autorités tanzaniennes sont l'objet d'intenses pressions de la part du lobby agrogénétique pour autoriser sans contraintes l'utilisation de semences transgéniques. La Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, concoctée au Forum économique de Davos et promue par le G8, réunit les grands noms de l'agrobusiness, dont Syngenta, pour transformer en profondeur notre agriculture : privatisations, monocultures, OGM, modification de la loi nationale sur les semences. Le TOAM est très engagé pour dénoncer ce type d'agriculture, et le désastre que cela représente pour l'écrasante majorité de nos paysans.

Lors de la conférence qui s'est tenue à Berne, une représentante de Syngenta a déclaré que sa société jouait un rôle important pour nourrir la planète, votre avis ?

Altieri : Nous n'avons pas besoin des technologies mises au point par Syngenta. Nous ne voyons pas quel rôle positif pourrait jouer Syngenta, une société qui promeut des cultures dont l'essentiel est transformé en fourrage pour les animaux ou en agrocarburants pour les voitures.

Gama : Syngenta est une multinationale qui vise à faire du profit en travaillant avec des paysans pauvres sur le continent africain. Cette compagnie est active au sein d'initiatives qui visent à criminaliser les paysans qui produisent leurs propres semences, pour qu'ils achètent celles fabriquées par les multinationales. Selon ces sociétés, les paysans doivent devenir de simples consommateurs des semences qu'elles fabriquent, et leur céder leurs terres, c'est criminel.

Propos recueillis par Catherine Morand

Miguel Altieri : « Nous n'avons pas besoin des technologies de Syngenta. »

SWISSAID au Festival Cinémas d'Afrique (20–23 août)

SWISSAID soutient et accompagne depuis plusieurs années le Festival Cinémas d'Afrique qui a lieu chaque année à la Cinémathèque suisse à Lausanne. A l'occasion de cette 10e édition (20–23 août), SWISSAID vous recommande le film « La Sirène de Faso Fani » du réalisateur Michel K. Zongo, projeté le **samedi 22 août à 16h30**. Un film doux-amer qui part à la rencontre, au Burkina Faso, des ex-employé/es de la mythique fabrique de tissu appelée « Faso Fani », qui a fait la fierté de la ville de Koudougou, mais aussi du pays tout entier.

Fermée en 2001 dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel concocté à Washington par le FMI et la Banque mondiale, ce sont des centaines de personnes que cette usine a laissées sur le carreau, sans l'ombre d'une mesure d'accompagnement. La ville de Kougougou ne s'est jamais remise de cette catastrophe économique et sociale, et n'est aujourd'hui plus que l'ombre d'elle-même.

« Avec ce film, je veux faire vivre et partager ce dont tous rêvent ici : entendre à nouveau le doux ronflement des cotonnades de Kougoudou », explique le réalisateur Michel Zongo, dont l'enfance fut bercée par le rythme de la fabrique Faso Fani.

A l'issue de cette projection, débat avec le public, piloté par SWISSAID. *CMo*

Plus d'infos sous :
www.cinemasdafrique.ch

Livre sur les enjeux de l'agroécologie

Pressions sur les terres et les ressources, persistance de la faim, aggravation des inégalités et exacerbation des conflits ruraux, destruction des écosystèmes, exclusion des paysans des « bénéfices » de la mondialisation… l'agriculture productiviste est loin d'avoir tenu ses promesses. En dépit d'un bilan désastreux, ses promoteurs continuent de la promouvoir, convaincus que les recettes biotechnologiques de l'agrobusiness vont finir par résoudre les problèmes qu'elle a elle-même engendrés.

Au croisement d'une multitude de savoirs, l'agroécologie entend rompre avec cette logique mortifère. Moquée par les partisans du modèle industriel intensif qui la considèrent au mieux comme une production de niche, au pire comme une régression passéiste, elle ne se réduit pas à un patchwork de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

En optimisant à moindre coût exploitations familiales et savoirs paysans, elle devient un puissant instrument de transformation sociale dans les campagnes du Sud. En évitant l'emploi massif d'intrants externes, elle constitue un espace de résistance qui échappe à la mainmise des multinationales sur le système alimentaire. Et facilement adaptable, elle se révèle être une composante centrale du projet de « souveraineté alimentaire ».

Cet ouvrage publié à la fin de l'année dernière donne la parole à des paysans du Sud qui ont fait le choix de l'agroécologie pour lutter contre la faim, et s'affranchir de la mainmise des multinationales agrochimiques – et rejoint complètement les préoccupations de SWISSAID qui promeut l'agroécologie dans les projets qu'elle appuie dans les pays du Sud. *CMo*

Agroécologie – Enjeux et perspectives, par Laurent Delcourt collectif, Editions CETRI, Collection Alternatives Sud, septembre 2014

Soutenir SWISSAID en utilisant une e-tirelire !

Grâce à l'e-tirelire, ou tirelire électronique, les clients de Postfinance peuvent choisir de soutenir SWISSAID de manière très simple, en lui versant régulièrement de petits montants. Dès que vous activez l'e-tirelire auprès de Postfinance, votre monnaie peut ainsi directement être reversée aux projets de SWISSAID. A chaque achat effectué au moyen de votre Postcard, Postfinance arrondit au franc ou à la dizaine de francs supérieurs et place cet argent dans votre tirelire électronique. A la fin du mois, la tirelire est vidée et le montant automatiquement donné ou transféré sur un ou des compte(s) de votre choix. Si vous utilisez votre Postcard trois fois par semaine et que vous arrondissez au franc supérieur, vous pouvez mettre 5 francs de côté par mois. Et si vous arrondissez à la dizaine supérieure, 50 francs. De quoi apporter une aide concrète : en Equateur, par exemple, 5 repas de midi pour des hommes participant à un atelier contre la violence domestique coûtent 20 francs (voir page 7). SWISSAID vous remercie infiniment pour chacun de vos dons ! *PW*

Pour en savoir plus:
www.swissaid.ch/e-tirelire
CP de SWISSAID : 30-303-5

Photo : Ldd

Un demi-siècle de générosité

Par des dons «modestes, mais réguliers», et depuis la fin des années 60, Andrée Epstein Bruschi soutient SWISSAID dont elle apprécie l'engagement en faveur d'une agriculture bio.

Grand-Lancy, juin 2015, 9h du matin. Au pied d'une barre d'immeuble de la commune genevoise, nous attendons patiemment Andrée Epstein Bruschi. Absorbé par l'écoute des accents du monde entier qui résonnent dans les rues ensoleillées du quartier populaire des Palettes, nous entendons à peine la voix flûtée qui nous appelle. Andrée est arrivée, toute de blanc vêtue. Une edelweiss de 84 ans qui abrite une personnalité droite dans ses baskets, pétrie d'intelligence et de bon sens.

Aux racines du Bien

Andrée aime son pays, la Suisse, dont elle a parcouru les cimes dès le plus jeune âge en famille, puis avec les scouts. Par son père, elle a appris le sens du partage. Il a donné l'exemple en soutenant après la Seconde Guerre mondiale des fondations d'aide aux réfugiés. En tant qu'éclaireuse, c'est par la B.A, la bonne action, qu'elle forge sa conviction qu'aider les autres est important. «Le scoutisme m'a apporté des réponses à bien des questions, dit-elle, notamment que la montagne est un refuge pour ressourcer son âme.»

Molécules d'amour

Dans les années 60, elle participe en tant que laborantine active à Genève au développement d'une science encore embryonnaire, mais prometteuse: la biologie moléculaire. Une carrière qui lui permet de rencontrer l'amour sous les traits de Richard, un chercheur américain, spécialisé en génétique. Ensemble, ils construisent leur nid au Grand-Lancy, commune qu'elle ne quittera jamais, même à la mort de Richard en 2011. Au sein du couple se renforce encore la conviction que la solidarité avec les plus démunis est un devoir: ils deviennent donateurs de SWISSAID en 1968 et le sont encore aujourd'hui! Combien de milliers d'hommes et de femmes ont vu leur vie quotidienne s'améliorer grâce à Andrée et Richard?

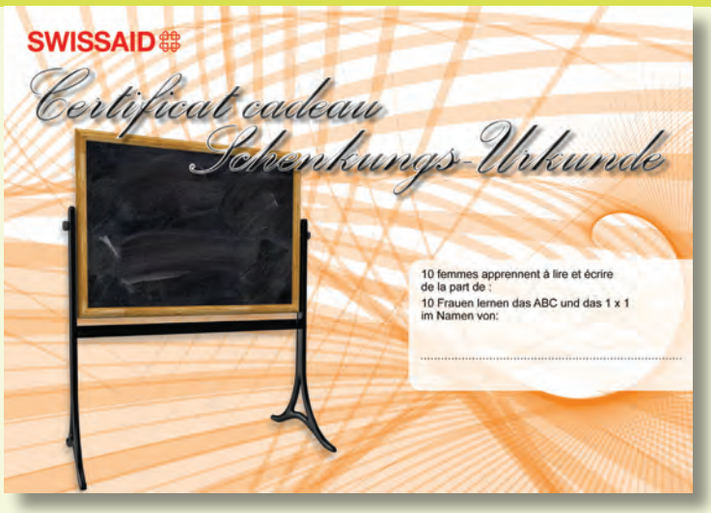
De l'agro-alimentaire à l'agriculture bio

Jusqu'à sa retraite, Andrée travaille pour une multinationale de l'agroalimentaire veveysane bien connue qui, dit-elle, «ne faisait pas autant parler d'elle à l'époque». Malgré sa carrière scientifique et professionnelle – ou bien grâce à elle? – Andrée est contre l'introduction des nouvelles technologies, notamment des OGM, dans l'agriculture, «car nous n'avons pas assez de recul», dit-elle en connaissance de cause. Elle estime que «l'agroécologie est nécessaire. On pollue de bonnes terres à cause des mines et des agro-industries. Il faut les rendre à nouveau fertile grâce à l'agriculture bio.»

A 84 ans, Andrée a gardé bon pied bon œil. Elle se promène dans son quartier chaque matin et s'intéresse autant à la politique locale qu'à la géopolitique mondiale. Elle lit avec intérêt le magazine Le Monde SWISSAID. Et se rend volontiers aux événements organisés par SWISSAID. Résultat: elle est incollable sur les projets qu'elle soutient! *Sébastien Dutruel*

Andrée Epstein s'engage depuis 1968 en faveur de SWISSAID, dont elle connaît très bien les projets.

Photo: Patrick Gilliéron Lopreno, SWISSAID



Les femmes de retour sur les bancs d'école

Etre enfin capable de lire les indications sur un panneau ou ne plus se faire arnaquer au marché en sachant calculer: tels sont les buts des femmes, dans les pays du Sud, qui prennent part à ces cours d'alphabétisation et de calcul donnés par les partenaires de SWISSAID. Avec ce certificat cadeau, vous permettez à dix femmes de suivre un cours de base et d'envisager ainsi un futur meilleur.

Prix: Fr. 50.–

Vous trouverez d'autres cadeaux originaux pour petits et grands ainsi que nos certificats cadeau sous www.boutique.swissaid.ch

Un cadeau moelleux et chic

à gauche «Sorbet», à droite «Ton sur Ton»

La designer zurichoise Salome Rinderknecht a laissé libre cours à son imagination pour créer une collection exclusive de linges de bain et essuie-mains en s'inspirant des pays du Sud dans lesquels SWISSAID est active.

Incroyablement moelleux, ces linges sont fabriqués avec du coton bio et sont de qualité supérieure. Disponibles en deux coloris, en édition limitée et jusqu'à épuisement du stock.

Linge de bain:
70 x 140 cm, Fr. 65.–
Essuie-main:
50 x 100 cm, Fr. 35.–

Economisez Fr. 10.–

Lot de linge de bain et essuie-main: Fr. 90.–

Des taille-crayons décorés d'animaux

Ces taille-crayons surmontés de 20 animaux différents ont été produits pour SWISSAID en Inde dans des conditions de travail correctes. Leur design coloré permettra de décorer votre pupitre ou votre trousse.

Lot(s) de 6 pièces: Fr. 36.–

Talon

Certificat cadeau: apprendre à lire et à écrire

☐ Nombre de certificat(s) cadeau à Fr. 50.–, permettant à 10 femmes d'avoir des connaissances de base en lecture, écriture et calcul (frais de port offerts).

Linges de bain et essuie-mains

☐ Essuie-main(s) à Fr. 35.– ☐ Sorbet ☐ Ton sur Ton

☐ Linge(s) de bain à Fr. 65.– ☐ Sorbet ☐ Ton sur Ton

☐ Lot(s) à Fr. 90.– ☐ Sorbet ☐ Ton sur Ton

Taille-crayons d'Inde

☐ Lot(s) de 6 pièces à Fr. 36.–

Aidez-nous à réduire nos frais d'envois!
Pourrions-nous vous remercier de votre don par e-mail? Cela nous permettrait d'économiser du papier et des frais de port. Pour ce faire, il vous suffit de nous communiquer votre accord et votre courriel au moyen du coupon réponse ci-dessous ou en écrivant à info@swissaid.ch. Un grand merci!

*Les frais de port et d'emballage sont facturés en sus.
Une facture détaillée est jointe à l'envoi de la marchandise commandée.

Merci d'utiliser les bulletins de versement pour vos dons, ce qui nous évite des frais. Notez vos remarques sur ce talon, ou envoyez-nous quelques lignes, par courrier ou courriel.

Prière d'affecter mon don

au projet

au pays | au thème

Nom | Prénom | N° de référence

Rue | NPA / Localité | Téléphone

Date de naissance | Courriel

Date | Signature

SWISSAID